

LE FRONT POPULAIRE EN MARCHE...

La situation sociale, caractérisée par un échelonnement dans le temps des grèves partielles et catégorielles du secteur privé comme du secteur public, ne s'explique que si l'on prend en considération les derniers développements de l'union du parti stalinien avec les autres partis réformistes. L'accord C.G.T.-C.F.D.T et les grèves qu'il a favorisées sont évidemment le prétexte idéal pour accélérer le mouvement d'union au sein d'un nouveau *Front populaire* autour d'un programme commun de gouvernement. Laurent Salini, éditorialiste de «*l'Humanité-Dimanche*» l'avoue cyniquement:

«Le rapport des forces, les travailleurs et leurs syndicats tendent à le modifier en accentuant leurs coups, en se groupant, en conjuguant sous des formes diverses les efforts au secteur privé et du secteur public. Au front pouvoir-patronat, ils cherchent à opposer un front plus fort: celui de l'ensemble des salariés.»

«Comme il est naturel, ils trouvent dans cette lutte la solidarité des partis de gauche, du Parti communiste en premier lieu dont le Comité central vient de rappeler qu'il fait siennes les revendications du monde du travail.»

«Dans de nombreux cas, c'est ensemble que communistes, socialistes et autres démocrates se portent aux côtés des salariés. Du coup, ils sont amenés à évoquer les moyens d'un changement radical, d'une politique qui ne serait pas foncièrement hostile aux revendications des travailleurs. Et ils demandent - parfois au plan départemental un programme commun de gouvernement.»

Notez bien que la conjugaison «sous des formes diverses» des efforts «de l'ensemble des salariés» n'est pas à confondre avec la grève générale de l'ensemble de la classe ouvrière qui reste le seul moyen pourtant d'en finir avec l'État et le patronat, comme d'en finir avec l'ensemble des partis «ouvriers» dont le seul but est de prendre le pouvoir en vue de rendre la démocratie bourgeoise plus supportable à la classe ouvrière.

LE SAUCISSON DE LYON ET LES RADICAUX

Le *Front populaire* de 36 comprenait les radicaux: il fallait bien trouver une majorité électorale et donc s'allier à des partis bourgeois mais néanmoins républicains. Aujourd'hui encore, on leur fait appel, malgré les réticences de certains d'entre eux qui préféreraient se trouver en compagnie de gens bien nés et bien propres comme «*John Fitzgerald Lecanuet*», aussi les leaders radicaux ne font-ils pas l'affaire des purs parmi les purs: à propos de la *Convention des Institutions Républicaines* qui s'est tenue dans le fief du défunt Herriot, il est arrivé à Gabriel Matzneff de citer Bakounine:

«Qu'il soit sec ou à l'ail, pur porc ou mâtiné cochon d'Inde, le saucisson de Lyon est, comme chacun sait, le meilleur du monde. C'est une vérité reconnue depuis la plus haute antiquité et déjà du temps d'Astérix le Gaulois, le bon saucisson de Lugdunum était le régal des gourmets. Mais Lyon n'est pas seulement la capitale du saucisson; elle est aussi celle du fromage, autrement dit: du parti radical. Au siècle dernier, Michel Bakounine écrivait: "Le parti radical ne représente plus aujourd'hui que l'ambition individuelle de ses chefs qui voudraient occuper des fonctions et des places déjà prises, d'après le dicton: «Ôte-toi de là pour que je m'y mette».»

Ces lignes du philosophe anarchiste n'ont rien perdu de leur actualité et sont, me semble-t-il, une excellente formulation de la "Weltanschauung" de MM. Soulié, Maroselli et autres belles âmes valoisiennes à qui un arrivisme effréné et indécent tient lieu de pensée politique.»

Comme si la gauche n'avait pas les leaders qu'elle mérite, comme si des idées de gauche pouvaient être défendues par autre chose que des «*arrivistes nauséabonds*», comme s'il pouvait y avoir la politique sans les politiciens! Et puis, comment peut-on, comme Matzneff et J.-A. Pluent, faire confiance à Mitterrand pour neutraliser ces leaders défraîchis que sont Billères, Mollet, etc...? Il est aussi défraîchi (le pouvoir use) que les radicaux socialistes qui, comme leur nom l'indique, ne sont d'ailleurs que des libéraux modérés.

UN DILEMME

Si l'évolution du P. C. est extrêmement rapide du fait de la proximité des prochaines élections législatives,

la gauche non communiste se trouve placée devant un problème qu'il lui faudra bien pourtant résoudre en chassant l'équivoque actuelle: ou bien elle accepte l'alliance avec les communistes, au risque de perdre une partie de l'électorat centriste, ou bien elle accepte l'alliance avec les «autres républicains» à l'exclusion des éléments d'extrême droite qui, en dehors des élections présidentielles bien sûr, ne sont «évidemment pas des républicains».

La deuxième solution serait en fait un retour à la «troisième force» dont on a vu ce qu'elle donnait au temps de la 4^{ème} république. Il est probable que la gauche non communiste penche pour la première solution et accepte la venue de ministres communistes dans le futur gouvernement. Il reste cependant à gagner un certain nombre de voix sur l'électorat centriste ou gaulliste, car l'union de la F.G.D.S., du P.S.U. et du P.C. n'est pas majoritaire dans le pays. Les gens les plus à gauche veulent donc d'abord établir un programme commun, pour ensuite seulement gagner les électeurs centristes à ce programme au lieu de chercher à les rassurer en ménageant la chèvre et le chou. Il nous semble, quant à nous, que la nuance est bien subtile que le programme commun, s'il se réalise, sera bien forcée de ménager les intérêts des électeurs centristes. Voilà ce qui arrive aux «partis ouvriers» lorsqu'ils sont électoralistes: ils dégénèrent et finissent par trahir les intérêts de la classe ouvrière. Les éléments de celle-ci qui ont intérêt à la liquidation du capitalisme constituent évidemment une minorité.

MARXISME ET DÉMOCRATIE

La mode est aux semaines. Après la semaine des «*Intellectuels catholiques*» eut lieu la «*Semaine de la pensée marxiste*», organisée par le P. C., puis la «*Semaine de la pensée socialiste*» organisée par le *Centre d'Études et d'Éducation socialistes*. Elles ont permis de faire le point pour les communistes comme pour les socialistes, qui s'invitèrent réciproquement. Les communistes ont jeté aux orties le peu qui leur restait de phraséologie révolutionnaire tandis que les socialistes ont redoré leur blason idéologique bien terni par de nombreuses années d'exercice du pouvoir au service de l'État bourgeois.

Après la déclaration d'Aragon sur la condamnation de Siniavski et Daniel, la semaine de la pensée marxiste, l'apparition de Waldeck-Rochet à la télévision et la résolution du *Comité central* sur les problèmes idéologiques sont de nouveaux pas de la course en avant vers les démocrates-socialistes. Il s'agit de répudier même le marxisme le plus élémentaire (dictature du prolétariat, rôle dirigeant du parti dans l'État, etc.. au profit d'un vague démocratisme, en prenant prétexte de la puissance des États «socialistes» et de la tradition démocratique française.

La théorie marxiste, qui assimile les intérêts de la classe ouvrière au parti communiste, comme la théorie de l'État, constituaient jusqu'à présent des obstacles infranchissables non seulement entre les marxistes et les anarchistes, mais aussi entre les marxistes et les démocrates. Confrontant marxisme et démocratie, Maurice Duverger écrit dans «*le Monde*»:

«*Tout État, toute autorité, tout pouvoir, contiennent en eux des possibilités d'oppression par leur nature même: c'est à peu près la seule conclusion certaine de la science politique, mais elle n'est pas contestable...*

... Reconnaître que tout État est dangereux par nature, que l'État socialiste l'est aussi (qu'il l'est même plus à certains égards), qu'il y a donc une oppression politique indépendante de toute oppression économique, cela n'est peut-être pas si éloigné du marxisme que son interprétation traditionnelle le fait croire à première vue. Des voies en ce sens sont ouvertes, qu'il reste à explorer. Faire du déprérissement de l'État - qui est pourtant un État socialiste, dans la phase où le périssement se produit - le facteur essentiel du développement d'une liberté totale, n'est-ce pas impliquer que l'État, même socialiste, contient des éléments d'oppression? Marx n'a-t-il pas cherché, à travers les expériences de la Commune, et Lénine à travers l'organisation des Soviets, des moyens techniques de limiter l'État socialiste?».

Tout cela, bien entendu, pour ramener les communistes au bercail démocratique et bourgeois et non pour les ramener à vanter les mérites de la Commune et des Soviets. Il ne lui vient pas à l'idée que si l'État soviétique au lieu de déprimer, comme le prévoyaient les marxistes, s'est au contraire fortifié au profit d'une bureaucratie, c'est que la lutte des classes n'est pas abolie en U.R.S.S. et que le régime n'est nullement un régime socialiste mais bel et bien un régime capitaliste d'État. Il nous déplaît fortement de voir la Commune et les Soviets invoqués par les démocrates, alors que s'ils sont bien la négation de l'État «socialiste», ils sont aussi la négation révolutionnaire de la démocratie bourgeoise et de son État.

UNE QUESTION A WALDECK-ROCHET

Mais aujourd'hui les communistes acceptent la pluralité des partis au «*lendemain de la prise du pouvoir*

par la classe ouvrière». C'est ce que dit Waldeck-Rochet, clôturant les débats de la semaine de la pensée marxiste:

«A partir du moment où est rejetée la thèse du parti unique pour celle de la pluralité des partis, déclare-t-il, il va de soi qu'il n'y aura pas un seul parti au pouvoir, donc un seul parti dirigeant, mais tous les partis travaillant à la construction du socialisme seront au pouvoir et y auront leur part entière (...). Cela suppose aussi l'exercice de la liberté de pensée, de la liberté de réunion et d'association, du droit de grève et de l'ensemble des droits politiques pour les partis démocratiques au pouvoir et pour ceux qui sont dans l'opposition et qui acceptent de respecter les lois du nouveau régime socialiste».

Dans tout cela, quelle est notre attitude? Nous condamnons bien sûr la démocratie bourgeoise. Comme le dit Proudhon: *«la démocratie n'est rien de plus qu'un arbitraire constitutionnel»* et *«le suffrage universel, c'est la contre-révolution»*. Pourquoi? parce que: *«tant qu'il n'y aura pas d'égalité économique et sociale, l'égalité politique sera un mensonge»* (Bakounine).

Nous admettons cependant son caractère relativement progressiste dans la mesure où, ne nous craignant pas encore, on nous accorde une certaine liberté d'expression. Certainement à ce qu'affirmait Lénine dans *«l'État et la révolution»*, nous ne pensons pas que la forme d'oppression soit indifférente au prolétariat, et un régime démocratique, malgré toutes ses tares et ses injustices, est toujours préférable à un régime autocratique. Cela dit, il reste qu'au lendemain de l'instauration du *«socialisme»* étatique, nous ferons partie des minorités qui *«n'accepteront pas les lois du nouveau régime socialiste»*, justement parce qu'il sera démocratique et capitaliste. Permettra-t-on aux minorités révolutionnaires de s'exprimer et d'agir? Cela semble extrêmement douteux.

Ajoutons, pour conclure que si nous ne sommes pas démocrates, nous accorderons pourtant au lendemain de la révolution que nous préconisons, les plus larges droits politiques et sociaux: *«quel que soit leur objet, toutes les associations, comme tous les individus doivent jouir d'une liberté absolue»* (Bakounine). Ce qui ne veut pas dire évidemment que sur le plan économique et sur le plan de la lutte armée nous laisserions les bourgeois rétablir le régime capitaliste qui aura été liquidé par la classe ouvrière.

Jacques SOREL,
Jeunes Révolutionnaires Anarchistes.
